

Que la "révolution de Jasmin" ne devienne pas la "révolution islamiste"

Communiqué de Brigitte Barèges, député-maire UMP de Montauban, par lequel elle appelle la France à la plus grande vigilance quant à la transition de régime qui se met en place en Tunisie, et notamment face au risque d'une prise de pouvoir des fondamentalistes religieux. "L'ensemble de la communauté internationale est hypnotisée par la" révolution de jasmin "qui a entraîné la chute du régime autocratique tunisien. Naturellement, la fin du règne sans partage de ce président déchu est à mettre au rang des nouvelles positives pour un pays qui souffre sur le plan économique et social.

L'enjeu est aujourd'hui la mise en place d'un véritable régime démocratique qui devrait permettre aux tunisiens de sortir leur pays de l'ornière dans laquelle il se trouve depuis plusieurs décennies. La France a, en qualité de partenaire privilégié d'un pays avec lequel nous avons une histoire singulière, toute sa part à y

prendre.

Pourtant, comment ne pas regarder avec circonspection ce que la presse internationale a -peut être précipitamment- qualifié de "soulèvement spontané"? Pour être plus précis, comment ne pas s'interroger sur la concomitance des ébullitions qui traversent les sociétés du Maghreb et même du Moyen-Orient depuis quelques semaines? Des événements similaires sont passés plus inaperçus mais d'autres pays, pourtant peu connus pour être le théâtre de démonstrations populaires, au Maghreb comme dans une partie du Moyen-Orient, sont gagnés par des manifestations de mécontentement de plus en plus fréquentes et souvent menées par des jeunes étudiants.

Dans une grande majorité de ces pays, il n'y a pas d'opposition suffisamment organisée pour pouvoir prétendre être à l'origine de ces mouvements.

Or, on le voit en Tunisie, les tenants de l'installation

d'un pouvoir religieux se trouvent souvent en embuscade, prêts à se poser en "recours salvateurs".

Il y a donc aujourd'hui un risque évident que la déstabilisation des régimes au Maghreb comme au Moyen-Orient se fasse au bénéfice d'un certain nombre de mouvances proches des milieux religieux radicaux.

La communauté internationale doit donc faire preuve de la plus grande vigilance quant à la situation transitoire qui se met en place en Tunisie et peut être demain ailleurs. Ne pas accompagner ce mouvement au nom du devoir de non-ingérence dans les affaires de ces Etats serait la meilleure assurance donnée à ceux qui souhaitent une prise de pouvoir des fanatiques religieux dans ces pays.

Il n'y a pas de hasard à ce que la carte de l'activité de Al Qaïda colle aujourd'hui à celle des agitations populaires et parfois insurrectionnelles.

La France, qui compte sur son territoire tant de tuni-



Brigitte Barèges

siens et d'amis de la Tunisie, a aujourd'hui un devoir : celui de veiller à ce qu'un régime autoritaire ne laisse pas la place à un autre, fondé sur le fondamentalisme islamique." Cosignataires : - Patrick Beaudouin, Député du Val-de-Marne - Valérie Boyer, Député des Bouches-du-Rhône, vice-présidente du groupe d'amitié France-Tunisie